

17 décembre 2007 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les efforts en faveur de la paix entre l'Autorité palestinienne et Israël et sur l'aide apportée aux territoires palestiniens, à Paris le 17 décembre 2007.

Monsieur le Secrétaire général de l'ONU,

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Avec Bernard Kouchner, nous voulons d'abord vous souhaiter la bienvenue à Paris.

Trois semaines après la Conférence d'Annapolis, nous sommes ici rassemblés pour apporter notre contribution à la paix entre Israéliens et Palestiniens.

Après des années de violence, après des années de défiance, Annapolis a relancé l'espoir. Le dialogue a repris entre les deux parties. Une large coalition internationale s'est réunie pour affirmer son refus du fatalisme et de l'extrémisme. Un horizon politique est tracé : il s'agit maintenant d'oeuvrer, tous ensemble, à la création, avant la fin de 2008, d'un Etat palestinien indépendant, démocratique, viable, vivant en paix et en sécurité au côté d'Israël.

Ce tournant historique, nous le devons d'abord à deux hommes, le Premier ministre Ehud Olmert et le président Mahmoud Abbas. Deux hommes d'Etat qui ont décidé, avec courage, de prendre le destin de leur peuple en main. Deux hommes de paix qui partagent la même conviction, lucide, que la fin du conflit passe par la solution des deux Etats. L'un et l'autre ont compris que c'est à ce prix, et à ce prix seulement, que les aspirations nationales légitimes des deux peuples seront enfin réalisées. Je veux également saluer le courage de ceux qui se sont engagés, aux côtés de Mahmoud Abbas et d'Ehud Olmert, dans cette oeuvre de paix, en particulier le Premier ministre palestinien et la ministre des Affaires étrangères d'Israël, Mme Tzipi Livni.

Ce tournant historique, nous le devons, également, au président Bush et à Mme Condoleezza Rice, qui ont choisi de réengager résolument les Etats-Unis dans le processus de paix.

Mais ce tournant historique, nous le devons, également, aux membres de la Ligue arabe qui ont endossé l'initiative proposée dès 2002 par le Roi Abdallah d'Arabie saoudite.

Cette initiative nous la devons également à l'action de Tony Blair que je veux remercier.

Une nouvelle page s'ouvre, Mesdames et Messieurs, le temps est compté : nous avons une année pour aboutir. Tout n'est pas à réinventer. Seize ans après Madrid, quatorze ans après Oslo, sept ans après l'occasion manquée de Camp David et de Taba, malgré les échecs et les déceptions, un constat s'impose : les tabous ont été brisés et les paramètres d'un règlement final sont connus : les résolutions des Nations unies, le principe de l'échange de la terre contre la paix, la feuille de route du Quartet, l'initiative arabe de paix en ont fixé le cadre. Tout est désormais entre nous affaire de volonté plus que d'imagination. Si nous le voulons, nous l'aurons.

Israéliens et Palestiniens connaissent le but à atteindre. Laissons-les négocier. Nous, la communauté internationale, nous devons les accompagner, avec détermination mais sans diktats, en leur apportant notre soutien et par-dessus tout notre confiance. Et c'est précisément pour cela que nous sommes réunis à Paris.

La France s'honore d'accueillir sur son sol cette conférence des donateurs, qu'elle préside avec à ses côtés Tony Blair, co-président et représentant spécial du Quartet, la Norvège, en tant que

présidente du comité de liaison ad hoc et la Commission européenne. Dans le prolongement d'Annapolis, nous avons décidé de dédier cette conférence à l'Etat palestinien.

Je voudrais m'arrêter quelques instants sur ce concept, désormais admis, d'un Etat palestinien et sur le contenu de ce concept, rarement défini, de cet Etat palestinien dont vous, Monsieur le Président, et nous tous ici réunis appelons de nos vœux la création l'an prochain.

Un Etat palestinien indépendant et démocratique, dans lequel les Palestiniens, où qu'ils se trouvent, se reconnaîtront. Un Etat dans lequel les Palestiniens pourront construire ensemble leur avenir et définir librement leur destinée.

Un Etat pacifique qui sera un partenaire fiable pour ses voisins, au premier rang desquels se trouve Israël.

Un Etat souverain sur son territoire et ses ressources, contrôlant ses frontières, disposant d'une continuité entre Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est.

Un Etat de droit, disposant d'institutions fortes et indépendantes, qui assurera la sécurité de ses citoyens, fera respecter la loi et l'ordre, combattra les milices et imposera une seule force armée pour une seule autorité.

Un Etat moderne, développant une économie ouverte, des infrastructures efficaces, au service des Palestiniens.

Au bout du compte, un Etat politiquement et économiquement viable, celui de la nation palestinienne.

Cet Etat, je sais, Monsieur le Président, que vous avez l'ambition de le créer. Votre Premier ministre, M. Salam Fayyad, a présenté un plan triennal de réformes qui n'a pas de précédent dans l'histoire palestinienne.

Ce plan est ambitieux et réaliste. Il fait preuve de volontarisme et de sagesse budgétaire. Je salue sa rigueur. Il témoigne de la capacité de l'Autorité palestinienne à relever le défi de la construction de l'Etat.

Les donateurs et les institutions de Bretton Woods ont salué la qualité de votre plan, nous voulons vous aider.

Notre but n'est pas de perpétuer l'assistance aux Palestiniens indéfiniment. Je sais que le vœu le plus cher des responsables palestiniens est de ne plus dépendre de l'aide internationale, d'être autonomes, de construire l'avenir. Je sais aussi qu'il existe un secteur privé vivace dans les Territoires palestiniens, qui ne demande qu'à se développer et c'est le meilleur gage d'une paix durable et de la sécurité à long terme d'Israël.

Soyons clairs, nous avons trois objectifs :

- La Conférence de Paris doit apporter un soutien immédiat à l'ensemble de la population des Territoires palestiniens. Notre appui financier ira aussi vers la population de Gaza. Son isolement prolongé comporte de grands risques politiques, économiques et sécuritaires. Nous aiderons l'Autorité palestinienne à y développer des projets. Les points de passage doivent être réouverts pour favoriser la respiration de l'économie. A terme, les Palestiniens doivent refaire leur unité, derrière le président Abbas. La paix ne se fera pas sans Gaza, partie intégrante du futur Etat palestinien. La paix ne se fera pas sous la houlette de groupes qui refusent l'existence d'Israël - ce n'est pas acceptable - et imposent leur contrôle par la violence.

- Le deuxième objectif c'est le soutien à l'économie palestinienne. Elle ne peut se développer sans un changement radical de la situation sur le terrain. Le gel complet et immédiat de la colonisation est une priorité. Comment envisager la création d'une économie viable autrement ? Les Palestiniens doivent pouvoir disposer de leur territoire et le mettre en valeur. Je le dis avec force et chacun sait mon amitié pour Israël. C'est l'intérêt même d'Israël que de favoriser, dès lors que sa propre sécurité n'est pas menacée, une existence normale en Cisjordanie. Elle seule permettra aux Palestiniens de pouvoir travailler, de cesser de remâcher leur humiliation, de faire reculer la violence et les trafics et de retrouver le goût de vivre. Enfin les institutions palestiniennes de Jérusalem-Est, notamment la chambre de commerce, doivent réouvrir leurs portes.

- Troisième objectif enfin la Conférence de Paris doit accompagner l'édification progressive d'un

Etat moderne. L'Autorité palestinienne s'est engagée à assurer le respect de la loi et de l'ordre. C'est essentiel, car la sécurité est la clé de la souveraineté. Les services palestiniens doivent se réformer et gagner en professionnalisme. Parallèlement, Israël doit se retirer de la Cisjordanie. La communauté internationale doit apporter son aide à la réalisation, difficile, de cet objectif.

L'Union européenne a engagé une coopération prometteuse dans le secteur de la sécurité avec l'Autorité palestinienne. La France propose le déploiement, le moment venu et lorsque les conditions en seront réunies, d'une force internationale qui viendrait en appui aux services de sécurité palestiniens.

Ces objectifs, il vous revient à vous, dirigeants israéliens et palestiniens, d'en assurer la réalisation. Je le dis en toute amitié à l'Autorité palestinienne : le temps est venu d'engager les vraies réformes et de prendre à bras le corps le problème de la sécurité. Personne ne pourra le faire à votre place. Je le dis à mes amis israéliens : le temps est venu de mettre fin à l'occupation qui a commencé en 1967, de permettre à tout un peuple de retrouver sa dignité. Vous êtes, les uns et les autres, des partenaires pour la paix. Les Israéliens veulent la paix. Les Palestiniens veulent la paix. Les projets qui sont les vôtres serviront cette paix. Saisissez la chance unique qui se présente aujourd'hui. Ne laissez pas passer cette chance historique. Le temps de la paix est venu. C'est ce que veulent, massivement vos peuples recrus d'épreuves. Offrez à vos peuples d'Israël et de Palestine le plus beau des cadeaux : la paix.

Ce qui est attendu de nous, la communauté internationale, c'est d'apporter un soutien concret à la réalisation de cet objectif. Dans un contexte à maints égards exceptionnel, un effort financier exceptionnel de notre part est réclamé. Un effort immédiat.

La France annonce qu'elle fournira, pour accompagner la création de l'Etat palestinien, 300 millions de dollars. La France versera 25 millions d'euros d'aide budgétaire dès demain pour que dès le début du mois de janvier les Palestiniens puissent faire face aux besoins les plus criants. Je signerai aujourd'hui même avec Bernard Kouchner - que je remercie une nouvelle fois - une convention d'aide budgétaire avec M. Salam Fayyad. A cette aide s'ajoutera naturellement la part que la France prend dans l'aide de l'Union européenne qui sera annoncée dans quelques instants.

Mesdames et Messieurs,

La dynamique de paix est relancée. Elle ne doit pas, elle ne peut pas échouer. Nous, la communauté internationale, nous devons la soutenir de toutes nos forces. Annapolis a engagé une petite année de négociations décisives. Paris en constitue l'indispensable complément. En ouvrant les travaux de cette conférence, je veux vous lancer cet appel pressant : soyons à la hauteur de l'enjeu. Soyons généreux. Soyons audacieux. C'est la paix qui en dépend et cette paix servira toutes les parties du monde. Nous n'en pouvons plus de la guerre, nous voulons la paix, nous voulons aider le peuple d'Israël et le peuple palestinien à construire ensemble un avenir de réconciliation.

Je vous remercie.